

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS & ALSAÏE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :
 Paris : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 Le numéro, 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 44 fr.; 6 mois, 22 fr.; 3 mois, 11 fr. 50.
 Le numéro, 10 centimes.
INSERTIONS :
 ANNONCES : 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

3 0/0	80 10	Hausse	05
3 0/0 amortiss. .	82 65	»	05
4 1/2 0/0 1883 .	109 15	»	10
Cons. anglais .	99 5/16	»	1/8
Italian .	97 75	»	15
Flor. autric. (or).	88 1/4	»	»
Esp. Extér. nov.	53 9/16	»	1/8
Egyptien 6 0/0 .	322 50	»	»
Ch. Égyptiens .	440	»	1 25
Turc 4 0/0 (nov.)	14 30	»	10
Banque ottomane	500	»	5

L'échéance du 31 DÉCEMBRE étant l'une des plus considérables de l'année, nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement expire à cette date de vouloir bien le renouveler le plus tôt possible, afin d'éviter tout retard dans la réception du journal.

PRIME D'ÉTRENNES

SUPPLÉMENTAIRE

Nous avons le plaisir d'annoncer à tous nos abonnés, même à ceux ayant déjà reçu une prime gratuite, qu'un traité récemment conclu avec la maison Césaire Zivy, fabricant d'horlogerie à la Chaux-de-Fonds (Suisse) — Dépôt à Paris, 4, rue Martel — nous permet de leur offrir, moyennant un supplément de 15 francs (plus un franc pour frais d'expédition s'il y a lieu)

UNE JOLIE MONTRE

A REMONTOIR

en nickel, 18 lignes, pour hommes, avec mise à l'heure mécanique et à secondes, mouvement à vue, avec chaîne et émail. Chaque montre est garantie pour deux ans.

En raison de la solidité exceptionnelle de cette Jolie Montre, elle convient aux personnes qui voyagent ou habitent la campagne et tout particulièrement aux chasseurs, qui seront heureux de pouvoir en faire l'acquisition à UN PRIX SANS PRÉCÉDENT.

Quelques-uns des nombreux lecteurs de la Patrie qui l'achètent au numéro dans les kiosques, s'étant déjà présentés dans nos bureaux pour nous demander cette Prime supplémentaire, nous avons l'honneur d'informar tous nos lecteurs, sans exception, que la JOLIE MONTRE à remontoir leur sera accordée, aux mêmes conditions qu'à nos abonnés, sur la simple remise du numéro portant la date du jour.

PARIS, 22 DÉCEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Jules Grévy.
 Ils se sont de nouveau occupés des incidents parlementaires qui peuvent se produire au cours de la discussion des crédits du Tong-King. Le président du conseil, le ministre des affaires étrangères et le ministre de la guerre prendront la parole au nom du gouvernement. Le cabinet ne s'engagera pas sur une question de procédure.
 Le conseil a confirmé sa décision de fixer au 28 décembre la date de la convocation du Congrès.

AU PALAIS-BOURBON

Les droites se sont réunies ce matin, sous la présidence de M. Pichon. Elles ont résolu de se réunir demain, de nouveau, pour la décision à prendre dans le vote sur le Tong-King.

C'est M. Ballue qui soutiendra, aujourd'hui, le projet d'occupation du Tong-King.

Une question sera adressée au gouvernement par un membre de la droite au sujet des élections de Tarn-et-Garonne.

La discussion des crédits du Tong-King ne se terminera probablement que jeudi. On compte sur une séance demain mercredi.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Présidence de M. Floquet

M. Paul de Cassagnac dit qu'à la séance d'hier on lui a prêté l'intention de conseiller l'évacuation du Tong-King pour déshonorer la République. Cette interruption est mentionnée au Journal officiel sans nom d'auteur, de sorte que personne n'en est responsable. Elle vient d'un calomniateur.
 L'orateur met le patriotisme au-dessus de tout intérêt de parti ; il ne supporte pas qu'on lui attribue d'autres sentiments, soit que cela vienne d'un évêque dévoyé qui débauche, soit que cela vienne de ceux qui ont fait devant l'ennemi la honteuse révolution du 4 septembre.
 M. le président dit qu'il est en effet regrettable que des interruptions se produisent sans qu'on en connaisse l'auteur.
 Tous ces efforts tendent à empêcher les interruptions. D'autre part, il est fâcheux que M. Paul de Cassagnac, dans les derniers

mois qu'il vient de prononcer, se soit écarté des convenances parlementaires.

Le procès-verbal est adopté.
 M. Jules Roche présente un rapport relatif à la convention monétaire entre la France, la Belgique, la Suisse, l'Italie et la Grèce.

L'orateur demande la déclaration d'urgence.

M. le rapporteur donne lecture du rapport et demande la discussion immédiate. La Chambre ordonne la discussion immédiate.

Le projet de loi est adopté.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur les crédits relatifs aux services du Tong-King et de Madagascar.

M. Frédéric Passy dit qu'il aborde la tribune sous le poids d'un double anathème : celui de Mgr l'évêque d'Angers et celui de M. Paul Bert.

Il se propose de soutenir la thèse de l'évacuation, d'une évacuation intelligente et raisonnable.

Jamais son opinion n'a varié sur ce point, et les électeurs le savent quand ils l'ont redit.

Dans cette question où il n'y a que le choix des inconvénients, l'ère des difficultés commence. C'est depuis la paix qu'on a perdu le plus d'hommes et que sont survenues les complications de Hué, et la discussion s'ouvre au milieu de circonstances intérieures très délicates à la veille d'un grand acte national : l'élection du président de la République.

(La séance continue.)

INTÉRIEUR

Le gouvernement vient de recevoir un télégramme annonçant qu'un traité de paix a été conclu avec les Hovas.

M. de Champeaux, ancien résident de France à Hué, a été reçu ce matin par le ministre de la marine.

Cette réception s'explique par ce fait que M. de Champeaux est encore à l'heure actuelle lieutenant de vaisseau.

Nous croyons savoir qu'une note émanant du Vatican informe l'ordre à Mgr Freppel de faire publier dans le Journal d'Angers, dont il dispose, les discours prononcés par Mgr Thomas, archevêque de Rouen, au Congrès catholique tenu dans cette ville au commencement du mois de décembre, discours commentant en termes élogieux la récente Encyclique de Léon XIII sur la Constitution chrétienne des États.

Nos lecteurs se souviennent que nous avons parlé, en son temps, de l'incident soulevé à ce propos par Mgr Freppel : l'évêque d'Angers avait interdit au Journal l'Union de l'Ouest de reproduire le discours de l'éminent archevêque de Rouen.

Il est inexact que le lieutenant-colonel Herberich ait obtenu un congé de six mois ; il est non moins exact qu'il soit allé rejoindre le régiment auquel il appartient ; mais il est vrai, quel qu'en dise le Journal la Patrie, que cet officier supérieur a été reçu samedi par le président de la République.

Depuis quelques jours de nombreuses dénonciations anonymes sont adressées au ministre des cultes pour motiver la mise à la retraite d'un vieil et honorable curé d'une des paroisses de Paris.

Nous nous refusons à croire que se soient des compétiteurs à sa place qui se livrent à ces infamies.

Le Shamrock, venant du Tong-King, avec 426 passagers, a été admis en libre pratique.

EXTÉRIEUR

L'agence Fournier nous communique les dépêches suivantes :

Sofia, 21 décembre.

Les membres de la commission internationale ont signé aujourd'hui un protocole qui contient la décision suivante :

« Les Serbes évacueront le territoire bulgare avant le 25 décembre, et les Bulgares évacueront Pirat le 27 décembre. »

« L'armistice sera prolongé jusqu'au 1^{er} mars. »

Le délégué serbe et le délégué bulgare ont signé ce protocole.

Berlin, 21 décembre.

On télégraphie d'Athènes que les habitants de l'île de Crète ont adressé une pétition aux grandes puissances pour demander leur annexion à la Grèce.

INFORMATIONS

Aujourd'hui le conseil supérieur de l'instruction publique, doit s'occuper d'un projet relatif aux palmes universitaires et académiques.

M. René Goblet s'est ému du nombre effrayant de petits rubans violets qui ont été distribués pendant ces quatre dernières années.

L'abus a été tel que l'on cite parmi les officiers d'Académie, un huissier garçon de bureau et un maire de province sachant à peine écrire.

Quels services ont-ils pu rendre à l'instruction publique ?

M. René Goblet propose, en conséquence, de réduire au nombre maximum de 1,200 les nominations d'officiers d'Académie, qu'il serait possible de faire chaque année.

Il n'est pas douteux que cette proposition ne soit adoptée hant la main par le conseil supérieur de l'instruction publique.

La question de l'ambassade d'Espagne à Paris est ajournée.

En conséquence, M. de Cardenas continuera à exercer ses fonctions jusqu'à nouvel ordre.

Dans sa dernière séance, le conseil d'hygiène et de salubrité s'est occupé du renouvellement de son bureau pour l'année 1886.

L'annualité le conseil a décidé que le docteur Armand Gautier serait présenté en première ligne pour les fonctions de vice-président, actuellement exercées par le docteur Colin, médecin en chef de l'armée.

M. Patin a été présenté pour le poste de secrétaire.

On sait que le conseil d'hygiène est présidé de droit par le préfet de police, mais en fait les débats sont presque toujours dirigés par le vice-président.

Le comité qui patronne les candidats opportunistes à l'élection de ballottage qui aura lieu le 27 dans la Seine, vient de lancer sa profession de foi.

On y lit que la politique des opportunistes au dehors, est « soucieuse de la paix et ménagère de nos ressources. »

Cette fustierie électorale a un malheur : c'est de venir juste au moment où l'on discute à la Chambre la guerre tonkinoise et les crédits demandés pour continuer cette guerre.

Or cette guerre est l'œuvre de l'opportunisme.

De sorte que le lot d'opportunistes qu'on nous offre au rabais, et soi-disant pour ménager nos finances, ne se compose que de simples tonkinois — bien naïf qui s'y laisserait prendre.

Au nombre des membres du Comité de la Ligue des Patriotes, on remarque le nom de :

M. Buisson, directeur de l'enseignement primaire, membre de la commission d'éducation militaire au ministère de l'instruction publique.

Or, ce même M. Buisson, membre de la commission d'éducation militaire, a fui en Suisse en 1870 pour ne pas se battre contre les Prussiens.

En Suisse, à Genève, il a prononcé cette phrase inoubliable, signalée si justement à l'indignation publique dans un débat solennel de l'Assemblée nationale de 1871 : « Il y a trois livres sans igno- »

bles que celle du valet, ce sont celles » du magistrat, du prêtre, du soldat. »

Que cet homme soit directeur sous les ordres d'un Goblet, soit !

Mais qu'il soit officier de la Légion d'honneur !

Qu'il soit membre de la commission d'éducation militaire !

Que M. Déroulède l'ait choisi comme membre du Comité de la Ligue des Patriotes...

O monsieur Déroulède ! ce choix dénote beaucoup trop d'opportunisme, et, par conséquent, le patriotisme est loin d'y trouver son compte.

L'ÉLECTION DE TARN-ET-GARONNE

Que se passe-t-il dans le Tarn-et-Garonne ? Les dépêches de Montauban relatives à l'élection de dimanche autorisent les plus graves suppositions.

Hier, en dernière heure, nous annonçons l'élection de trois conservateurs et d'un républicain, mais nous étions en mesure d'ajouter que cette dernière élection, celle du républicain Lasserre, était encore incertaine.

Hier, également, ce même M. Lasserre, dans un télégramme adressé à un de ses amis politiques, le député Salis, prétendait que deux républicains et deux conservateurs étaient élus ; M. Lasserre terminait ainsi :

« Modification probable en faveur des républicains après recensement. »

De son côté, la dépêche préfectorale, tout en portant, comme nos propres dépêches, que trois conservateurs sont élus contre un seul républicain, se termine par ces mots : « Toujours nombreux bulletins frauduleux annoncés. » Qui donc les a déposés, ces bulletins frauduleux ?

Encore une fois, qu'est-ce que ces dépêches veulent dire ?

Quelles illégalités et tricheries républicaines annoncent-elles ? Nous avons déjà sur ce point quelques renseignements.

Nous savons que les républicains avaient résolu de l'emporter par tous les moyens, sans en excepter la fraude, dans l'élection de Tarn-et-Garonne, parce qu'elle vient la première à la suite des invalidations, et il s'agissait d'impressionner les électeurs des autres départements.

Cette conspiration a échoué devant la fermeté des électeurs de Tarn-et-Garonne ; ils ont résisté à la pression odieuse et scandaleuse déployée contre eux ; ils ont élu trois conservateurs, quatre républicains, car nous sommes des à présent informés de certains tripotages commis pendant le dépouillement.

Il paraît qu'il se prépare autre chose pour le recensement : c'est ce qu'indiquent avec une clarté étonnante la dépêche du préfet et celle de M. Lasserre.

Fabriquer frauduleusement et après coup des résultats électoraux est, en effet, absolument conforme aux principes du gouvernement actuel : l'austère Brissot est là pour le dire, lui qui siégea au conseil général du Cher, en vertu d'un scrutin déloyal et faux, arrangé exprès entre le dépouillement et le recensement : nous avons le dossier sous les yeux.

Il faut donc s'attendre à tout de la part des républicains.

En conséquence, nous engageons nos

amis de Tarn-et-Garonne à exiger des comptes sévères et à ne pas se laisser duper. Ils savent à quoi s'en tenir sur leurs votes ; ils connaissent le résultat de leur scrutin ! Ils ont à défendre l'expression de leur volonté.

En un mot, puisque l'on a affaire à des adversaires qui osent outrager le suffrage universel, c'est aux intéressés, aux électeurs, qu'il appartient désormais de se faire respecter, de se faire justice eux-mêmes, puisqu'on refuse de leur faire la justice à laquelle ils ont droit.

Il ne faut pas que nos amis de Tarn-et-Garonne se laissent tromper comme les électeurs de la Haute-Garonne, qui avaient élu M. Reboul et qui ont laissé proclamer député le sieur Duportal. En vérité, les plus grandes violences seraient excusables en présence de pareilles infamies et si, dans quelques départements du Midi, où les têtes sont chaudes et les cœurs ardents, on faisait danser, en les tenant par les oreilles, quelque bonne sarabande aux préfets, les autres apporteraient plus de réserve pour escamoter les votes et laisser les décisions du suffrage universel.

PREMIÈRE JOURNÉE TONKINOISE

L'ÉVOLUTION DE MGR L'ÉVÊQUE D'ANGERS

S'il est vrai, comme l'affirment les gens qui le connaissent le mieux, que Mgr l'évêque d'Angers aime à surprendre et à dérouter l'esprit de ceux qui l'entourent, par les caprices d'un tempérament autoritaire et les soubresauts d'une volonté paradoxale, il doit être satisfait de l'impression produite par son discours d'hier. Non content, en effet, de s'être séparé de la droite avec un éclat plus théâtral que grandiose, il semble avoir pris à tâche de rebouter les sympathies qui l'avaient entouré jusqu'ici, de blesser les amitiés les plus fidèles, de lasser même le respect.

Ce n'est, d'ailleurs, pas chose nouvelle. On l'a vu plus d'une fois brûler dans ses valseaux sur les rives nouvelles où l'avait poussé l'ingénuité toujours active de son ambition et l'histoire des variations de ses sentiments compte déjà plusieurs chapitres. Il ne faut pas oublier qu'alors qu'il était professeur de Sorbonne et chapelain de Saint-Genoëviève, il passait pour infesté de l'esprit libéral et gallican ; qu'il fut choisi, par l'Empereur, en qualité d'évêque d'Angers, après avoir prêché le Carême aux Tuileries et comme un homme qui a donné des gages ; enfin, qu'il ne se transforma en légitimiste, presque transigeant et en ultramontain déclaré que quand il eut étudié les ressources et pénétré les secrets ressorts de la haute société angevine.

C'est un homme de grand talent, sans doute ; mais chez lui le caractère n'est pas à la hauteur du talent. La fougue de son personnelisme intolérant l'emporte sans cesse au delà des limites où le raisonnement l'aurait contenu. Il ne se pique point, du reste, d'être conséquent avec ses propres doctrines. Il aime le bruit ; il est fait ; il se contente. Que lui faut-il de plus ? Rien. Que les applaudissements qui accueillent ses actes ou ses paroles parlent de droite ou de gauche, peu lui importe en vérité.

C'est ainsi, nous le répétons, que l'avaient jugé, depuis longtemps les esprits avisés et indépendants qui, prévoyant qu'il aspirait à jouer un rôle éminent dans l'Eglise et dans la politique, observaient ses évolutions avec un intérêt mêlé de désapprobation.

Hier, cependant, il a dépassé ce que ses détracteurs les plus sceptiques pouvaient attendre de sa versatilité. Commencer un discours par l'apologie de M. Ferry et le terminer par un éloge pompeux du prince Napoléon — car il y a tout cela dans le discours de Mgr Freppel — c'est, de la part d'un évêque catholique et dans les circonstances actuelles, pousser l'amour de la fantaisie jusqu'au scandale.

L'évêque d'Angers a bien reconnu, comme un simple député ministériel ou comme un rédacteur de la République française ou de Paris, que M. Ferry avait commis des fautes ; mais tout l'effort utile de sa dialectique tendait à démontrer que ces fautes étaient non seulement excusables, mais heureuses, mais favorables à l'expansion de la puissance et de la vitalité nationales, au prestige du nom français. Il a mérité pour cela les applaudissements frénétiques du centre opportuniste, de ces mêmes députés qui ne faisaient pas à M. Ferry une ovation plus chaleureuse lorsqu'il leur rendait compte de l'exécution des décrets du 29 mars. Si donc M. Ferry revient au pouvoir, Mgr Freppel est assuré de mourir enveloppé d'une robe rouge et coiffé du chapeau de cardinal. De même que si le prince Jérôme-Napoléon devient jamais président de la République, il ne pourra s'adresser à aucun autre prélat pour en faire son aumônier. Voici comment, en effet, Mgr Freppel l'a qualifié : « Un homme dont les idées sur » d'autres points ne sont assurément pas » les mêmes, mais au talent et à l'intel- » ligençe duquel je me plais à rendre » hommage. M. le prince Jérôme-Napo- » léon. » Assurément la pensée ne nous viendra jamais de contester le talent et l'intelligence du prince Jérôme. Mais nous nous demandons quel effet ces élo-

ges, éminemment imprévus, produiront dans la haute société légitimiste d'Angers, avec laquelle, même au prix d'un chapeau de cardinal, notre évêque ne saurait se brouiller sans quelque dommage.

C'est, d'ailleurs, son affaire et non point la nôtre. Ce qui nous importe au plus haut degré, c'est que l'on ne considère pas dans le monde politique et même dans les couches pensantes des populations conservatrices le discours de Mgr l'évêque d'Angers comme l'expression des sentiments d'un groupe quelconque de la minorité opposante. Ce qu'il faut établir, c'est que Mgr Freppel est, à droite, seul, bien seul, absolument seul ; c'est que son opinion n'engage que lui-même.

Or, c'est un fait que notre éloquent collaborateur et ami M. Delafosse a mis en lumière dans la réplique virulente et ferme qu'il a adressée à Mgr l'évêque d'Angers, avec une fermeté qui a donné à sa parole un accent singulièrement vibrant et une autorité exceptionnellement puissante. En ce qui regarde M. Ferry et son œuvre, le Tonkinois et le Tong-King, le sentiment de la droite conservatrice est unanime. La droite conservatrice considère l'œuvre comme funeste et l'ouvrier comme criminel. C'est dans ce sens qu'elle votera, qu'on n'en doute pas, après la clôture de la discussion.

En attendant, voilà Mgr Freppel en contension ouverte avec les membres de la droite.

Tout nous porte à croire qu'il supportera son isolement avec philosophie. Il se résigne bien à ne jamais mettre les pieds à l'archevêché de Paris.

Nous recevons la lettre suivante :

Paris, 21 décembre.

Monsieur le directeur,

J'ai lu dans la Patrie d'hier des extraits fort étendus du discours de M. Lambert Sainte-Groix. Je ne conteste pas le talent de l'orateur orléaniste ; mais il a été prononcé à la même séance un discours bien plus remarquable, à mon avis, et sur lequel la presse a généralement fait le silence. Il est vrai qu'il était d'un impérialiste, M. Albini Gieure.

Je connais assez votre dévouement à la cause de l'Empire pour être assuré que vous serez heureux d'en placer un extrait sous les yeux de vos lecteurs.

M. Gieure. Vous êtes nos adversaires et vous êtes nos juges ; mais, quel que vous fussiez, nous reviendrions, je vous le jure. (Tres bien ! très bien ! à droite. — Exclamations à gauche.)

Vous le voyez, messieurs ; mais ce ne sera plus cette fois avec 37,000 suffrages, ce sera avec 40,000 ! (Applaudissements à droite.) Et ces 40,000 électeurs, messieurs, nous le feront cortège : ils entrèrent ici avec nous et ils vous crieront : Écartez-vous donc, serviteurs et valets du maître, c'est le suffrage universel, c'est le peuple qui passe et qui commande ! (Exclamations et bruits au centre et à gauche. — Vifs applaudissements à droite.)

Un dernier mot, messieurs, et j'ai fini. Vous jouez avec le suffrage universel un jeu dangereux, permettez-moi de vous le dire : prenez garde qu'après ces attentats réitérés, après ces atteintes au suffrage universel, le peuple, un jour écorché, ne se mette à gauche. — Très bien ! très bien ! à droite. — Révolté, ne laissez passer, indifférent et les bras croisés, l'homme qui se levant au nom de la France, fera justice des représentants qui ont méconnus les volontés de la nation ! (Applaudissements vifs et répétés à droite. — L'orateur, en retournant à son banc, reçoit les félicitations de ses collègues de la droite. — Bruit prolongé.)

Agrez, etc. UN IMPÉRIALISTE.

LE FAIT DU JOUR

Le mobilier du préfet de la Seine

Donc il advint qu'une fois l'Hôtel de Ville reconstruit, le conseil général de la Seine résolut d'en interdire l'habitation au préfet.

Que la Maison de Ville, purifiée par le feu, soit de nouveau souillée par la présence d'un suppôt du Pouvoir, c'est là une idée qui ne pouvait être admise par les successeurs de ceux qui y avaient été, en 1871, leurs bottes molles et leurs habits gauloises d'or !

Un vœu fut donc émis, il y a deux ans bientôt, par nos édiles, vœu qui exprimait très nettement leur volonté de ne pas tolérer la présence du préfet dans les nouveaux appartements que l'architecte du palais reconstruit y a ménagés à cette intention.

Ce vœu eut le sort de bien d'autres vœux du même genre et fut annulé par l'autorité ministérielle, qui, non seulement décida que le préfet habiterait l'Hôtel de Ville, mais encore poussa l'audace jusqu'à inscrire d'office une somme de 200,000 francs au budget départemental, comme destinée à l'achat d'un mobilier devant garnir l'hôtel de la préfecture de la Seine !

On voit d'ici la colère de nos bons conseillers généraux ! — Il y a un an, dans la séance du 23 novembre 1884, ils avaient repoussé l'inscription de ladite somme au budget départemental, et voilà que le ministre... Non ! on n'a jamais vu chose pareille !

Songez donc, ces 200,000 fr. ont été prélevés sur les fonds réservés aux dépenses imprévues, lesquels ne s'élèvent qu'à 235,088 fr. 221 Une fois distraits, les 200,000 fr. en question, il ne reste plus au conseil général une disponibilité de 35,088 fr. 221 ! C'est malgré comme... argent de poche !

Et puis il y a l'humiliation d'être ainsi bravés par un simple ministre, un simple commis de la majorité, alors que le suffrage des habitants de la Ville-Lumière a entendu

faire, au contraire, de ses conseils, s'adresser aux municipalités les seuls arbitres des destinées de la ville et du département ! Un préfet d'ailleurs n'a pas besoin d'être si bien meublé ; des meubles, mais il en a et de fort convenables, toutes la vieille défroque des anciennes sous-préfectures de Saint-Denis et de Sceaux et c'est bien tout ce qu'il faut !

Le conseil général, indigné à donc dans sa séance d'hier, a adopté les résolutions suivantes qui restitueront aux archives comme un monument *opere perennius* de la haute capacité de ceux qui, en l'an de grâce 1885, ont entre les mains l'administration de la moderne Athènes ?

1^{re} La somme de 300,000 francs inscrite au chapitre 1^{er}, article 2, sera retournée aux fonds libres de l'exercice.

2^o Il est fait défense à tous agents du département de la Seine, et spécialement au receveur central du Trésor public d'ordonner ou de payer sur les fonds du département les dépenses relatives à des fournitures de mobilier et travaux qui n'auraient pas été autorisés par le conseil général.

3^o Au cas, où nonobstant cette défense, il serait pourvu au paiement desdites dépenses les fonds départementaux, le conseil général décide d'ores et déjà qu'une action sera introduite aussitôt contre MM. Waldeck-Rousseau et le receveur central du Trésor public, solidairement responsables !

Voilà qui devient fort amusant ! Les directeurs de théâtres qui cherchent dans la suppression des billets de faveur le moyen d'augmenter leurs recettes, font évidemment fausse route. A leur place nous engagerions pour quelques représentations notre conseil général ; la mise en scène ne serait pas ruineuse ; les recettes seraient certainement fructueuses, et avec le prévenement du droit des pauvres on achèterait des meubles au préfet.

témoignage public des regrets que cette mort fait naître chez tous ceux qui ont connu le président Valignat.

Hier, une grande réunion, composée des curés des principales paroisses de Paris, a eu lieu à l'Archevêché pour entendre sur les mesures à prendre relativement à la célébration de la fête de Noël.

En principe, il a été décidé que rien ne serait changé aux usages établis en ce qui concerne la messe de minuit; toutefois, pour conserver à cette solennité un caractère purement religieux, plusieurs curés, parmi lesquels celui de la Madeleine, ont résolu de supprimer cette année l'orchestre qui, d'ordinaire, se faisait entendre à cette cérémonie.

Il a également été décidé qu'il n'y aurait pas de messe de minuit à Notre-Dame.

L'ouverture de l'Exposition de l'outillage des travaux publics a eu lieu hier, à dix heures, au pavillon de Flore, sous la présidence de M. de Lesseps.

Cette Exposition a été organisée par le syndicat des entrepreneurs de travaux publics de France.

Au lieu de réunir à grands frais de puissantes machines et un outillage difficile à grouper et à transporter, les organisateurs ont préféré exposer des dessins et de petits modèles d'appareils en usage sur les chantiers.

Nous avons annoncé les premiers que des changements allaient se produire à la République française; nous avons même précisé en disant que M. Jules Ferry deviendrait directeur politique de ce journal. La nouvelle fut bientôt reproduite, et la République française déclara hier que, contrairement aux assertions de plusieurs journaux, aucun changement ne va avoir lieu dans son comité de direction.

Or, voici le *Figaro* qui déchire presque tous les voiles :

Le mois prochain, dit notre confrère, doit avoir lieu l'assemblée générale des actionnaires du journal de la Chaussée-d'Antin. Aux termes des statuts, le conseil d'administration est tenu de proposer la liquidation de la Société, sauf à l'assemblée à voter la continuation de l'exploitation.

Les circonstances étant des plus critiques, l'administration a dû dresser, il y a une dizaine de jours, à chacun des actionnaires, une lettre confidentielle dans laquelle il leur faisait part d'un projet dont la réalisation devait assurer l'existence du journal et son maintien dans une bonne voie.

Un sauveur se présentait, disposé à payer 500,000 francs le titre du journal, à la condition d'en avoir la direction politique.

Ce sauveur était M. Jules Ferry; la lettre ne cachait pas son nom.

Un peu plus tard, on sut que l'ex-président du conseil était doublé d'une notabilité de la presse, M. G..., directeur-proprétaire d'un grand nombre de journaux et administrateur de la République française.

Ce dernier, pour cacher ses allées et venues, arrivait invariablement dans un fiacre aux stores soigneusement baissés; la voiture pénétrait dans la cour, etc., ni vu, ni connu.

Mais, malgré toutes les précautions prises, le pot aux roses a été découvert et le secret trahi...

Ces indiscretions vont-elles rompre les négociations... Nous l'ignorons. Mais l'opportunisme est mort et bien mort, et si la combinaison réussit, nous doutons fort que M. Jules Ferry rende à son portefeuille, c'est-à-dire à la République française, sa splendeur d'antan.

Jendi prochain, à 8 h. 1/2 du soir, salle des conférences de l'hôtel des Chambres syndicales, 10, rue de Lancry, notre confrère M. Charles Letort doit donner une grande conférence sur le Canada, avec splendides projections à la lumière oxydrique par Molteni.

C'est le récit de l'excursion faite, au mois d'août dernier, sur les rives du Saint-Laurent, par une délégation française que présidait M. G. de Molinari, de l'Institut. La conférence, très pittoresque, présente aussi un intérêt économique sérieux, car M. Charles Letort a surtout étudié le pays au point de vue des débouchés qu'il offre, en ces temps de crise commerciale à l'exportation française.

Il a aussi rapporté de curieux souvenirs sur Riel, le chef des métis du Nord-Ouest canadien, nouvelle victime des Anglais, qui l'ont ignominieusement pendu le 16 novembre dernier.

Ce sera une soirée aussi attrayante qu'instructive.

Ajoutons que cette conférence est donnée par la Société d'instruction littéraire et artistique, et qu'elle sera suivie d'un superbe concert où se feront entendre des artistes de la Comédie-Française, de l'Opéra, de l'Opéra-Comique, etc.

Tartarin sur les Alpes s'enlève aux guichets du *Figaro* avec une fureur qui ne semble pas devoir se ralentir de sitôt. La fortune du nouveau livre de M. Daudet grandit toujours; si, à cette époque, il y a le bonbon à la mode, on peut dire que *Tartarin* est le lion du jour.

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 22 DÉCEMBRE

En France, sur le versant océanique, quelques pluies ont été signalées; elles vont cesser. Dans le Sud, au contraire, la situation se met à la pluie.

Hier, à Paris, la journée a été belle.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent faible; mer belle.
Océan. — Vent faible; mer belle.
Méditerranée. — Vent faible; mer belle.

Aujourd'hui, 22 décembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

À sept heures du matin... + 2 5/8
À onze heures du matin... + 4 5/8
À deux heures du soir... + 6 5/8
Température la plus basse de la nuit... + 2 5/8
Le baromètre est à 767 millimètres.

LA RÉUNION PLÉNIÈRE DES CORSES

Nous avons donné hier le texte du vote adopté à l'unanimité par la réunion des Corses bonapartistes convoqués en assemblée plénière, mais nous avons promis de revenir sur cette séance intéressante.

M. de Zerbi, président du comité organisateur du banquet offert aux quatre députés de la Corse, invalidés, a remercié ses compatriotes du concours qu'ils ont apporté à rendre impossible la protestation que les Corses ont faite contre l'invalidation inique dont ils sont rendus coupables les sous-vétérinaires de la Chambre.

M. de Zerbi, dans un langage énergique, a rappelé à ses compatriotes que leur tâche n'était pas achevée et qu'il appartenait à la colonie corse habitant Paris de faire appel à l'énergie de l'île impériale pour élire de nouveau à une grande majorité MM. Gavini, Abbattucci, Multedo et Montero.

Nous devons, dit-il, au nom du suffrage universel, au nom de l'honneur et de la dignité de notre cher pays, relever le gant et prouver à la France entière que la Corse n'est pas dégoûtée, qu'elle est prête à donner de nouveau l'exemple de l'indépendance en renvoyant à la Chambre les députés que nous avions choisis et qu'on a invalidés au mépris de nos droits.

A l'œuvre donc! et que chacun de nous demande aux siens de lutter contre cette nouvelle oppression.

Cet éloquent appel a été accueilli par les applaudissements unanimes de l'assemblée.

Après l'honorable président, M. Barboni a prononcé un discours très patriotique.

M. Rossi, que nous devons féliciter également, a fait appel à l'union de tous les Corses : « Soyons unis, a-t-il dit, oublions un instant les nuances qui paraissent nous diviser, afin que le jour où il s'agira de porter la pioche dans l'édifice branlant de la République, on dise de nous : Ils étaient là unis, nombreux et vaillants! »

M. le comte Multedo a pris ensuite la parole :

Avant le 4 et le 18 octobre, la lutte entre nous concurrents et nous avait un caractère essentiellement politique; nous sollicitons les suffrages au nom et au profit de l'appel au peuple, seule base solide d'une institution politique durable. Aujourd'hui, nous avons cessé d'être concurrents, et il nous apparaît d'accepter le combat sur le terrain où ils nous appellent. Plus respectueux que jamais envers la souveraineté nationale, qui a été outragée le 5 décembre par le vote de la Chambre, nous nous adressons aux hommes de bien, sans distinction de parti, à tous les hommes de bonne foi, à tous ceux qui respectent le droit, à tous les Corses soucieux de l'honneur de notre île, qui ne s'est jamais courbée sous l'outrage.

Cette partie du discours du courageux député invalidé a eu un grand écho dans tous les cœurs des assistants, qui ont applaudi, par leurs acclamations, combien ils comprenaient cet appel à la concorde et à la revanche par le suffrage universel.

Avant de se séparer, l'infatigable vice-président du Comité, a remercié, en termes les plus fraternels, la presse qui lui avait apporté son dévouement.

Nous remercions, à notre tour, M. Vannucci et ses collaborateurs de leur bienveillance, de leur courtoisie à notre égard; nous serons toujours heureux de prêter notre appui à de tels Français!

La séance de la Chambre

Trois discours dans cette première journée de la discussion des crédits pour le Tong-King et Madagascar. Mgr Fèvre, évêque d'Angers a été le premier contre les propositions de la commission. On sait qu'il s'était déjà, dans le vote des précédents crédits, séparé de ses collègues de la droite. Hier, il a persisté dans cette attitude, en l'accentuant encore davantage.

Mgr Freppel a examiné successivement les trois solutions possibles, l'évacuation totale, l'évacuation partielle et le maintien de l'occupation dans toute son étendue avec toutes ses conséquences. Il s'est prononcé pour ce dernier parti, adoptant sans restriction, sans réserve le projet du gouvernement. Il s'est approprié tous les arguments ministériels, tombant d'accord qu'il suffira de 6,000 hommes pour garder notre conquête et que les recettes suffiront et au delà pour couvrir toutes les dépenses.

Ce triste discours, déclamé avec beaucoup de chaleur et même de passion, a attristé et même, on peut le dire, blessé les membres de la droite qui se sont toujours prononcés contre l'expédition tonkinoise. Déclarer que le départ du Tong-King serait l'humiliation et le déshonneur de la France, n'est-ce pas, en effet, accuser implicitement les défenseurs de cette solution de manquer de patriotisme et de fierté nationale? Sans doute, Mgr Freppel a essayé de dégrader les intentions de chacun et protesté qu'il n'entendait pas suspecter le patriotisme d'aucun de ses collègues. L'effet de ses paroles n'en a pas moins été très pénible et détestable, et lorsqu'il est descendu de la tribune, après un discours de deux heures, il n'a recueilli d'applaudissements que sur les bancs du centre. C'est M. J. Ferry lui-même qui en a donné le signal. Mais, comme contre-partie, M. de Maille, député de Maine-et-Loire, s'est écrié : « Nous ne l'avons lu que comme écolier; mais nous, nous l'avons, hélas! comme évêque. »

M. Delafosse, en commençant son discours, s'est fait l'interprète des sentiments que le langage de l'évêque d'Angers avait inspirés à ses amis :

M. Delafosse. — Nous étions habitués dans l'ancienne Chambre à voir Mgr Fèvre, évêque d'Angers, se tenir à la droite, patronner la politique coloniale de M. Jules Ferry. (Très bien! très bien à droite.) Plusieurs membres à droite. — Il est tout-jours seul!

M. Delafosse. — Nous nous habituerons de même à lui voir, dans la Chambre actuelle, continuer son concours et sa collaboration à ceux qui continuent la politique de l'ancien cabinet. (Très bien! très bien à droite. — Bruit au centre.)

Nous n'aurions, du reste, rien à redire aux manifestations de son patriotisme, si ce patriotisme n'accusait celui des autres. Or bien qu'il se soit défendu, au début de son discours, de tout mauvais sentiment contre ceux qui se séparent de lui, cette question, Mgr Fèvre d'Angers ne s'est pas retenu de jeter à la tête de ses collègues des insinuations dont le caractère injurieux... (Bruit au centre. — Applaudissements à droite.)

M. Delafosse. — Nous sommes habitués dans l'ancienne Chambre à voir Mgr Fèvre, évêque d'Angers, se tenir à la droite, patronner la politique coloniale de M. Jules Ferry. (Très bien! très bien à droite.) Plusieurs membres à droite. — Il est tout-jours seul!

M. Delafosse. — Nous nous habituerons de même à lui voir, dans la Chambre actuelle, continuer son concours et sa collaboration à ceux qui continuent la politique de l'ancien cabinet. (Très bien! très bien à droite. — Bruit au centre.)

Nous n'aurions, du reste, rien à redire aux manifestations de son patriotisme, si ce patriotisme n'accusait celui des autres. Or bien qu'il se soit défendu, au début de son discours, de tout mauvais sentiment contre ceux qui se séparent de lui, cette question, Mgr Fèvre d'Angers ne s'est pas retenu de jeter à la tête de ses collègues des insinuations dont le caractère injurieux... (Bruit au centre. — Applaudissements à droite.)

ments à droite.) a été souligné par les applaudissements, mérités d'ailleurs, par les bons banquets ministériels. (Très bien! très bien à droite.)

Or si nous sommes résignés à entendre Mgr Freppel contredire notre politique, nous ne laisserons pas dire que la politique que nous avons arborée aux élections, qui a été signifiée par le suffrage universel... (Interruptions au centre. — Applaudissements à droite.)

Si l'on parlait en outre, j'en appelle aux 120 membres non-reux qui siègent sur ces bancs et aux affiches blanches de vos profets! (Très bien! très bien à droite.) Je dis que cette politique, qui compte ici 240 et 300 adhérents peut-être, nous ne pouvons supporter qu'on l'appelle une politique d'abandon, de déshonneur, de désespoir! (Très bien! très bien à droite.)

Le député du Calvados est d'avis qu'il faut écarter ces considérations plus sonores que solides, et envisager l'affaire du Tong-King comme une opération commerciale et rechercher simplement si cette opération est bonne ou si elle est mauvaise.

Et d'abord, quelles seront les charges?

Le gouvernement, continue l'orateur, nous a répondu que 6,000 hommes encadrant des milices tonkinoises lui paraissent suffire.

Un tel langage nous a jeté dans un étonnement que l'adhésion de Mgr Freppel n'a pas suffi à dissiper.

Comment! il nous faut actuellement, pour pacifier le Delta, 15,000 hommes qui ne sont pas un jour dans l'incertitude.

On nous envoie tous les quinze jours des bulletins de victoire qui proviennent tout au plus d'une chose, c'est que l'on combat; et ces 15,000 hommes, actuellement nécessaires pour pacifier le Delta, deviendront inutiles quand il s'agira d'occuper tout le Tong-King!

Ces choses-là ne se discutent pas, elles sont simplement réelles! Je ne veux pas répéter ici le tableau saisissant que M. Pelletan a dressé des charges de l'occupation; mais je rappellerai les déclarations d'un témoin dont on ne résoudra jamais la compétence, de M. Le Myre de Villers, qui fut deux ans gouverneur de la Cochinchine.

Vous avez lu ces déclarations aux annexes du rapport, mais il est bon de les faire connaître au pays, juges suprêmes de ces débats.

L'orateur a rappelé ici l'opinion de M. Le Myre de Villers, ancien gouverneur de la Cochinchine, qui estime à 50,000 hommes au minimum la force nécessaire pour occuper le Tong-King et l'Annam.

Voici maintenant le bilan de la mortalité :

M. Pelletan nous a révélé que, depuis la paix, il y eût mort 3,564 hommes sur un effectif de 25,000 hommes, ce qui fera près de 8,000 hommes pour le chiffre jugé nécessaire par M. Le Myre de Villers. Et, en effet, le climat est mortel à bas pour les Européens; ils y meurent du choléra, des fièvres paludéennes, des dysentéries, etc.

Ce n'est pas tout. Quand vous aurez, comme on nous le demande, poussé l'occupation jusqu'aux points les plus extrêmes, vous aurez affaire à la fièvre des bois, à laquelle nul Européen ne résiste.

Et bien! cet impôt de mortalité que vous voulez voter, nous le refusons! Si les soldats de la France n'ont pas à leur service, nous voulons que ce soit du moins pour une cause plus digne de son patriotisme. (Applaudissements à droite.)

L'orateur s'est ensuite occupé des prétendues recettes du Tong-King, que le gouvernement évalue à 100 ou 150 millions. Il a démontré que ces calculs étaient purement fantaisie et ne reposaient sur aucune base sérieuse. Si l'on ajoute aux dépenses de l'occupation celles des travaux publics indispensables pour établir des voies de communications, il y aura entre les recettes et les dépenses un écart annuel de 100 millions, à la charge de notre budget. Comment y pourvoieront-ils? Par l'impôt. Nous aurons l'impôt du Tong-King.

Et dans quel but, pour quel profit? Que faut-il croire des avantages commerciaux que l'on promettrait au début de l'entreprise et que l'on promet encore?

Malheureusement, répond l'orateur, c'est là un rêve. On ne s'attend pas à l'impôt du Tong-King, on ne s'attend pas à l'impôt du Tonkin, et l'on se met à rêver. Eh bien! M. Lalande a établi, par comparaison des chiffres du commerce des diverses nations et de la France même dans l'Extrême-Orient, qu'il n'y a rien à espérer du commerce français dans l'Indo-Chine, et que le chiffre possible de l'exportation de notre commerce au Tong-King n'est pas plus élevé que celui des sommes que nous y dépenserions en une année. (Très bien! très bien à droite.)

Mais je suppose que le Tong-King devienne une colonie riche et florissante. Quelle assurance pouvez-vous avoir que l'exploitation de cette colonie se fera à votre profit? La réponse vous donne la conclusion : « Rien! »

Vous ne le pensez pas, car des droits prohibitifs établis au Tong-King auraient pour conséquence des représailles sur tous les autres ports du monde, et les Allemands, les Anglais, les Chinois même, mieux placés, mieux préparés, mieux outillés, s'empareraient du commerce et de l'industrie à notre détriment, et vous auriez ainsi acquis, pacifié et colonisé le Tong-King pour que nos rivaux s'enrichissent à l'ombre de notre drapeau. (Très bien! très bien à droite.)

Le système colonial, par la conquête, est une opération de dupe, aujourd'hui que le monde est ouvert à tous et qu'il n'est pas un coin de terre où un commerçant ne puisse porter ses produits et fonder un établissement.

Ainsi, ajoute M. Delafosse, voilà la Chine qui va devenir un vaste marché; ce pays de 400 millions d'habitants pourrait absorber la production de l'Europe. Pourquoi n'y a-t-il que douze maisons françaises en Chine? Pourquoi avons-nous là un commerce aussi réduit, aussi mesquin, quand nos rivaux y font des affaires qui se chiffrent par centaines de millions.

A ce sujet, l'honorable député du Calvados s'est livré à des considérations d'un ordre plus général et qui sont bien justes et de la forme intéressante qu'elles ont revêtues :

« Ici, dit-il, je touche à une question douloureuse de l'heure actuelle. Il est certain que la puissance coloniale de la France disparaît, qu'elle est étouffée par le commerce étranger, que si on ne vient pas à l'aide de notre commerce, nous allons être bientôt réduits à l'isolement et à la stérilité. Pourquoi? Parce que la force d'expansion, l'activité, l'énergie, le désir de la fortune, le combat pour la vie en un mot, sont paralysés par l'intervention de l'Etat, par la tutelle de l'Etat, par la providence d'Etat, par le parasitisme d'Etat. (Applaudissements à droite.)

Les familles françaises aujourd'hui ne se contentent plus de réclamer l'intervention de l'Etat dans leurs propres affaires; elles demandent à l'Etat de les nourrir, d'élever leurs enfants pour en faire des fonctionnaires. Le vote des crédits a été en fait une éducation absurde, stérile, qui fait des jeunes gens, comme on prétendait à tout ce qui ne les mène à rien. (Très bien! très bien à droite. — Mouvements divers.)

Il y a des milliers de jeunes gens, voués dès l'âge de vingt ans à la vie de bureau, qui n'ont d'autre éducation que celle des administrations de richesses sociales, appliquées au profit du pays; ils n'ont rien, ils ne sont employés, fonctionnaires, bureaucrates. (Très bien! très bien à droite.)

Vous savez, comme moi, combien pleurent les sollicitations, les demandes d'emplois, les recherches de toutes les façons, et le service militaire obligatoire, qui est une nécessité, a été dépeché de vice.

On se plaint du manque de sous-officiers pour le rengagement. N'en est-il pas de même quant aux soldats? C'est à qui cherche à se faire donner une place dans une administration, préférant être garçon de bureau que de retourner à la charrue. (Très bien! très bien sur divers bancs.)

La France serait-elle donc devenue une sorte de Chine en pleine Europe, une vieille nation figée, sujette à toutes sortes de mandarins, dédaignant le travail, avides d'emplois publics. (Mouvements divers.)

Il y a des milliers de jeunes gens, voués dès l'âge de vingt ans à la vie de bureau, qui n'ont d'autre éducation que celle des administrations de richesses sociales, appliquées au profit du pays; ils n'ont rien, ils ne sont employés, fonctionnaires, bureaucrates. (Très bien! très bien à droite.)

Vous savez, comme moi, combien pleurent les sollicitations, les demandes d'emplois, les recherches de toutes les façons, et le service militaire obligatoire, qui est une nécessité, a été dépeché de vice.

On se plaint du manque de sous-officiers pour le rengagement. N'en est-il pas de même quant aux soldats? C'est à qui cherche à se faire donner une place dans une administration, préférant être garçon de bureau que de retourner à la charrue. (Très bien! très bien sur divers bancs.)

La France serait-elle donc devenue une sorte de Chine en pleine Europe, une vieille nation figée, sujette à toutes sortes de mandarins, dédaignant le travail, avides d'emplois publics. (Mouvements divers.)

On meurt de la haine, nous voulons la France vive; faites alors ce qui faut pour cela; réformez votre administration, supprimez les trois-quarts des fonctionnaires, jetez-les dans la rue, rendez au travail tous ces jeunes gens qui pèlent le budget; je ne m'inquiète pas de leur lendemain... (Très bien! très bien à droite. — Mouvements divers.)

Des colonies de commerçants et non des colonies de fonctionnaires, tel doit être le programme de l'avenir.

Examinant la question à un autre point de vue, l'éloquent orateur montre que la race indo-chinoise, avec ses traditions, avec sa fierté, sa passion de l'indépendance, ne se soumettra jamais sans arrière-pensée à la domination étrangère. Tout ou tard elle tentera de secouer le joug. Un autre danger nous menace du côté de la Chine, qui n'a jamais cessé de nous être hostile, qui a complété son éducation militaire commencée dans la dernière guerre, et qui, à un moment donné, sera une puissance redoutable avec laquelle il faudra compter en cas de complications européennes.

Passant aux raisons de sentiment invoquées par Mgr Freppel, l'orateur y répond avec la même netteté et la même élévation de langage :

Je me demande, dit-il, si ceux qui sont si haut que l'armée française ne peut avancer le Tong-King sans se désoler, ont rendu à notre armée l'hommage qui lui est dû. (Très bien! très bien à droite.)

Comment, nous avons vu l'armée de terre et l'armée de mer rivaliser d'héroïsme, nous avons vu notre flotte renverser les plus beaux exploits de sa glorieuse tradition navale.

Nous avons vu l'armée de terre marquer chaque étape de cet admirable pays par un acte d'héroïsme, nous l'avons vue lutter contre le climat, contre le terrain, contre l'ennemi, et la tâche est accomplie, on dit qu'elle ne peut égarer ce pays sans se désoler. Mais l'honneur, c'est la seule chose que nous ayons gagnée dans cette expédition. (Applaudissements.)

Nous n'avons rien trouvé de tout ce que M. Jules Ferry annonçait. Nous n'avons trouvé ni charbon, ni pétrole, ni travail pour les ouvriers, ni placement de père de famille. (Très bien! très bien à droite.)

Mais l'armée a moissonné l'honneur à pleines mains. (Applaudissements.) Cette armée revient couverte de gloire n'ayant laissé derrière elle que des miracles ou des victoires, et quand elle rentrera le pied sur le sol de France, elle pourra dire : « Regardez comme jadis on recevait les armées triomphantes. (Applaudissements.)

L'argument tiré de l'honneur est donc sans portée. (Très bien! très bien à droite.)

Et, pour le mieux démontrer, l'orateur a ajouté cette réflexion qui a produit une très vive impression sur la Chambre :

Il y a quelques jours, M. Rochefort, s'adressant à M. Balleu dans la commission lui disait : « Croyez-vous que la France, dans les circonstances présentes, soit en mesure d'entretenir 50,000 hommes au Tong-King et de sacrifier 100 millions par an? » M. Balleu répondait : « Si je n'ai qu'il faut tant de sacrifices, je m'arrêterais à vous pour demander l'évacuation. » (Applaudissements.)

Eh bien! si vous posez la même question à je vous dis : Si vous croyez qu'il faut entretenir 50,000 hommes au Tong-King et dépenser 100 millions par an, qu'est-ce que vous voulez que je fasse? Si je n'ai qu'il faut tant de sacrifices, je m'arrêterais à vous pour demander l'évacuation. » (Applaudissements.)

L'Angleterre n'a pas compromis son prestige et son rang dans le monde en renonçant à des entreprises plus onéreuses que profitables. Le prestige de la France, son influence n'ont rien gagné à l'expédition du Tong-King. Ils se sont perdus, au contraire, tout ce que cette expédition nous a coûté et nous coûtera encore. L'influence de la France se mesure à sa situation continentale.

En terminant, l'orateur s'est expliqué sur la question ministérielle et a regretté que cette question secondaire ait été introduite dans le débat :

Il me semble, a-t-il dit, qu'il y avait place pour une autre politique. Le ministre, par exemple, aurait pu nous dire : Le Tong-King n'est pas mon œuvre; ce n'est pas moi qui ai commencé et continué cette expédition, je n'en puis être le seul responsable. En conséquence, je m'en dégage, et la meilleure solution à donner à cette question, mais comme nous ne pouvons pas nous en débarrasser, nous ne pouvons que la faire vivre en attendant, accordés-moi provisoirement les crédits nécessaires à leur entretien.

S'il avait tenu ce langage, je crois qu'il y aurait eu unanimité dans cette Chambre pour voter les crédits. Mais le gouvernement a pris un autre parti.

Il est venu nous dire : Je veux continuer la politique de mes prédécesseurs; au lieu de me contenter de la possession du Delta je veux occuper tout le Tong-King, et au lieu d'envoyer 15,000 hommes, je me propose d'en expédier 40 ou 50,000.

Voilà divers : Le gouvernement n'a jamais dit cela; M. le ministre de la guerre a déclaré tout le contraire.

M. Delafosse. Je sais bien que l'on ne réclame que 5 ou 6,000 hommes; mais quel est celui d'entre vous qui puisse croire que ce chiffre suffise? (Applaudissements.) Le vote des crédits a donc une signification bien nette. C'est l'occupation totale du Tong-King, c'est une subvention à une politique néfaste.

Je ne les voterai pas, parce que ce vote aurait pour résultat d'aggraver la politique du cabinet précédent, et, si, dans ce cas, l'honneur de la France n'est pas en jeu, les volontés du suffrage universel (Bruit et applaudissements sur divers bancs) pour les voter, la minorité conservatrice refusera de s'associer à ce vote et d'élargir ainsi le gouffre où ont déjà été engloutis tant d'hommes et tant d'argent, et le pays saura qu'il n'est pas en mesure de payer tout ce qu'il faut pour l'expédition du Tong-King. (Applaudissements répétés à droite.)

En descendant de la tribune, M. Delafosse a été entouré par les membres de la droite qui l'ont chaleureusement félicité. Il semble, en effet, que le jeune et brillant orateur n'ait jamais été mieux inspiré que dans ce beau plaidoyer pour la France. Ce résumé puissant et net...

veux, cette réputation nette, catégorique, tranchante de tous les arguments des partisans du Tong-King fait grand honneur au député du Calvados. C'est en même temps une satisfaction donnée au sentiment public dont il a été l'éloquent et courageux interprète.

À cinq heures et demie, M. Bert prit la parole, malgré lui, et après un vote qui repoussa le renvoi de la discussion au lendemain, M. Bert s'est trouvé un peu embarrassé, car Mgr Freppel avait déjà fait son discours. Il dut le reconnaître, et cet avertissement ne fut pas sans provoquer quelques sourires. L'entente de ces deux esprits, *res maxime dissociables*, était bien faite pour étonner.

Deux points seulement à relever dans le discours de M. Bert. Il a contesté que le suffrage universel ait demandé « l'évacuation » du Tong-King. Le mot n'a pas été dit partout; il a été dit cependant. Mais ce que le suffrage universel a crié par-dessus les toits, c'est qu'il voulait qu'on en finit avec le Tong-King. Il ne lui appartenait pas d'indiquer par quels moyens. C'était l'affaire de ses représentants et celle du gouvernement de rechercher ces moyens. M. Bert interprète le verdict du pays en ce sens qu'il ne faut pas aller plus loin dans les entreprises coloniales, mais qu'il faut continuer celles qui sont commencées. Si le gouvernement voulait s'emparer de la Chine, M. Bert s'y opposerait avec la plus grande énergie. Il est bien bon.

Reconnaissons cependant qu'il ne va pas aussi loin que le ministère. Il s'en tient au Tong-King. L'Annam, avec son vaste et stérile territoire, l'effraie un peu, et il ne voudrait pas que la France s'y engageât. Il veut bien admettre qu'il faudrait alors plus de 6,000 hommes pour maintenir notre domination.

Comme Mgr Freppel, M. Bert a parlé de l'honneur du drapeau et du prestige de la France. Ne revenons pas sur ces arguments, si bien réfutés par M. Delafosse.

La discussion continuera aujourd'hui. On pense qu'elle se prolongera au moins jusqu'à jeudi soir.

GAZETTE DE PARIS

A PROPOS DE SAPHO

Il y aurait une étude assez curieuse à faire sur la courtoisie au théâtre, — non pas dans la salle, bien entendu, mais à la scène, comme personnage choisi par l'auteur pour sujet de son drame, de sa comédie, de sa pièce en somme, quelle qu'elle soit; et cela depuis la première où l'on écrivait à été assez obscur pour l'y faire paraître, jusqu'à nos jours.

Ne se serait, d'ailleurs, que le chapitre spécial d'une étude plus étendue qui nous la montrerait dans le livre, prose ou vers, satire ou roman, depuis la plus haute antiquité aussi, depuis les auteurs grecs et latins jusqu'aux temps modernes; une étude que l'on pourrait intituler : la courtoisie dans la littérature.

On commencerait par la prendre dans les lettres des auteurs grecs, ces lettres tantôt tendres et naïves, tantôt acérées et mordantes, véritable peinture de mœurs cependant; on la suivrait à Rome avec Martial et Juvénal, dans la Bible elle-même, ne nous offrait-elle que la Dalila de Sanson, cette Omphale perfide d'un Hercule vain confiant et plus asservi que l'Hercule payen, ou la belle pécheresse de Magdala, avant son repentir; on la retrouverait jalonnant ainsi de ses étranges variétés les lettres et les arts, à toutes les époques, en passant par *Manon Lescaut*, par *Marion de Lorme*, jusqu'à Balzac qui nous laisse *Splendeurs et Misères des Courtisanes*, à Dumas père qui fit *Fernande*, à Mürger qui nous donna *Musette*, à Dumas fils qui écrivit la *Dame aux Camélias*, etc., etc.,

Ayuntamiento de Madrid

